

Unité départementale du Hainaut
Equipe V3
Parc d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le (voir date de signature de
l'approbateur)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ENERGIE DES SORBIERS

Chemin d'Avesnes
59141 IWUY

Références : V3.2022.0115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement ENERGIE DES SORBIERS implanté Chemin d'Avesnes 59141 IWUY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection relative aux prescriptions de chantier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE DES SORBIERS
- Chemin d'Avesnes 59141 IWUY
- Code AIOT dans GUN : 0003801615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien "Chemin d'Avesnes à Iwuy" sur la commune de Iwuy.

Autorisé par l'arrêté du 19 novembre 2019, comprenant 4 aérogénérateurs (E4, E8, E9 et E13) et 2 postes de livraisons (N°5 et N°6).

Le démarrage des travaux a été notifié à l'administration le 28 juillet 2021.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Inspection de chantier

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation	AP Complémentaire du 22/10/2020, article 2	/	Sans objet
Protection des enjeux écologiques existants	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.1	/	Sans objet
Plan d'intervention risque pollution accidentelle eau / sol	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.2	/	Sans objet
Stockage chantier	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.2	/	Sans objet
Période de chantier	Arrêté Préfectoral du 19/04/2022, article 2.4.3	/	Sans objet
Stockage des déblais	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La phase de terrassement et de réalisation des plateformes est achevée.

Le chantier respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Les enjeux environnementaux ont bien été pris en compte par l'exploitant pour cette première phase de chantier.

La seconde phase de chantier : installations des mats, et poste de livraison, débutera à l'été 2022.

Il a été rappelé à l'exploitant de veiller à maintenir les bonnes pratiques sur la prévention des risques accidentels et le respect des prescriptions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Localisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Localisation
Prescription contrôlée : Aérogénérateur E4 : coordonnées L93 X :725364 ;Y :7015287 ; commune : Avesnes-le-Sec ; lieu dit : Champ d'honneur ; Cadastre : Section ZI parcelle n° 226 Aérogénérateur E8 : coordonnées L93 X :724828;Y :7015908 ; commune :Avesnes-le-Sec ; lieu-dit : Le Champ d'Avesnes Cadastre ; Section ZI parcelle n° 269 Aérogénérateur E9 : coordonnées L93 : X :725333;Y :7014710 ; commune :Avesnes-le-Sec ; lieu-dit :Les Douze ; cadastre : Section ZK parcelle n° 39 Aérogénérateur E13 : coordonnée L93:X725056;Y :7014312 ; Commune : Avesnes-le-Sec ; lieu-dit : Les Douze ; Cadastre : Section ZK parcelle n° 18 -19
Constats : Le tableau des coordonnées des centres de cages établi par le cabinet de géomètre expert Stéphane Delmotte et Oliver Frebourg montre que les coordonnées des centres de machines éoliennes sont conformes aux prescriptions.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des enjeux écologiques existants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.1
Thème(s) : Autre, Enjeux ecologiques
Prescription contrôlée : Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation, communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockage, accès) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale. Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairie doivent être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...)
Constats : À la demande de l'inspection l'exploitant a transmis les documents : <ul style="list-style-type: none">- Cahier des prescriptions écologiques et environnementales- 20210909 CR1- 202111013 CR2- 20220202 CR3 Dans le cahier de prescriptions écologiques et environnementales, une cartographie des enjeux écologique est présentée (figure 2 p 13). la cartographie du balisage écologique est présentée en figure 5 page 19 Le cabinet Biotope est en charge du suivi écologique. Il a élaboré le cahier de prescription écologique et environnementale, il réalise également des compte-rendu de suivi de chantier. Dans le CR1 du 09 septembre 2021 il est indiqué que la zone de Renouée et le bosquet ont été balisés avant le démarrage du chantier. Lors de l'inspection, il a été constaté que le balisage constitué par des filets de clôtures de chantier oranges sur piquets métalliques est toujours en place.
Observations : Annexe 1 - photo 1
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention risque pollution accidentelle eau / sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux souterraines et sol
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations. Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises en charge du chantier. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgences à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments relatifs à la prévention du risque de pollution accidentelle : <ul style="list-style-type: none">- Plan de coordination chantier (SOCOTEC)- cahier de prescription écologiques (Biotope)- Charte Verte (Sorbier énergie) Ces trois documents reprennent les procédures de prévention du risque de pollution accidentelle.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage chantier
Prescription contrôlée : Aucun stockage de réservoirs d'huile ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence (par exemple les aires de grutage des éoliennes). L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux et dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide. Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.
Constats : Lors de l'inspection le chantier de terrassement était achevé, l'ensemble des stockages d'huiles ou de carburants avaient été évacués. Les comptes-rendus de chantier (CR1, 2 et 3) indiquent que lors de la phase d'activité de chantier, les stockages étaient sur bacs de rétention. Ils étaient localisés sur la base vie, hors de la zone de chantier de terrassement. Lors de l'inspection le chantier de terrassement était achevé, l'ensemble des stockages d'huiles ou de carburants avaient été évacué.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Période de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2022, article 2.4.3
Thème(s) : période d'intervention
Prescription contrôlée : Les travaux sont préférentiellement réalisés du 1er août au 31 mars et, dans la mesure du possible, au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage. Plus généralement le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un expert écologue.
Constats : Dans le document « cahier de prescriptions écologiques et environnementales » Biotopie définit une période de mi-mars à mi-juillet où les interventions de chantier sont interdites. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucune activité n'était en cours. Les travaux de terrassement des plateformes se sont achevés en février 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.4.4
Thème(s) : Déblais
Prescription contrôlée : La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont évacués ou stockés sur place, puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.
Constats : La terre végétale de décapage de chacune des quatre plateformes est stockée à proximité immédiate. La terre végétale est stockée provisoirement, elle devrait servir à la remise en état des aires d'attentes des pâles et au régalage sur les champs à proximité. Les excédents seront exportées en filières agréées à l'issue du chantier.
Observations : Annexe 1 - photo 2 et photo 3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1 : Photographies inspection 26/04/2022
PE Chemin d'Avesnes à IWUY



Photo 1 : Balisage bosquet d'arbre



Photo 2 : Stockage provisoire terre végétale 1



Photo 3: Stockage provisoire terre végétale 2